

Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft
= revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera
d'etnologia

Band: 4 (1999)

Artikel: La guerre d'Algérie

Autor: Noël, Bernard

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1007476>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La guerre d'Algérie



Bernard Noël

Les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles, mais ceux qui les ont commis peuvent, dans mon pays, accuser leurs victimes de diffamation au cas où celles-ci réclameraient publiquement justice. Une loi permet cette situation, c'est la loi d'amnistie. Je ne sais pas si elle est une spécialité française, puisque, par exemple, monsieur Sharon est aujourd'hui ministre et peut même se permettre de féliciter de leur exploit ses deux compatriotes qui, à Berlin, ont assassiné des militants kurdes désarmés. Les crimes policiers se pratiquent toujours au nom de la légitime défense. Voilà, me semble-t-il, une pratique universelle, et qui a connu son apogée un soir d'octobre, à Paris, en 1961.

Ce soir-là, des milliers de manifestants algériens prirent le risque de descendre dans les rues, la plupart depuis les banlieues. Leur service d'ordre avait interdit tout ce qui pouvait ressembler à une arme, de la canne au couteau de poche. La préfecture de police excita ses troupes contre ces manifestants en faisant courir le bruit qu'ils avaient abattu des policiers. Conséquence: une véritable chasse à l'Algérien toute la nuit, des dizaines de

morts, des centaines de blessés. Les archives les plus compromettantes ont disparu, mais l'homme qui était responsable de la police auprès du premier ministre de l'époque, évoquant cette nuit lors de son trentième anniversaire a conclu: Oui, ce fut un pogrom!

J'ai entendu ces mots, par hasard: ils étaient les derniers d'un journal télévisé dont je n'ai vu que la fin. Leur violence m'a sidéré, par l'aveu et par la portée de la référence. Ainsi, trente ans plus tard, quelqu'un qui avait été au courant des faits, les reconnaissait médiatiquement. J'avais traversé Paris cette nuit-là sans me douter de l'ampleur du désastre. Il y avait beaucoup de policiers, de gendarmes, et ils avaient dressé de nombreux barrages. J'étais dans un taxi, qui fut arrêté à l'un d'eux. Un gradé ouvrit ma portière, me regarda au visage puis cria: Ce n'en est pas! Je n'oublierai jamais ce jugement au faciès, qui fut mon laissez-passer racial. Le lendemain, par les journaux, la vérité fit ses débuts.

Et pourtant, elle commence à peine à s'établir grâce, en particulier, à un historien, monsieur Einaudi qui, dans *La*



Bataille de Paris, documente les faits avec une précision exemplaire. Cette précision l'a bien évidemment conduit à tenter de chiffrer le nombre de morts algériens et d'éclairer le rôle de la Préfecture de police, donc celui de son chef. Il se trouve que ce chef vient d'être condamné pour crimes contre l'humanité au bout d'un procès sans cesse renvoyé pendant une vingtaine d'années, et qui concerne son rôle dans la déportation des Juifs, pendant la guerre. On n'a pas le droit de déduire de cette condamnation tardive que ce fonctionnaire de Vichy devenu grand serviteur du Général de Gaulle avait de la constance dans la répression des races inférieures. D'ailleurs, il vient d'intenter un procès en diffamation à monsieur Einaudi pour la raison, dit-il, que si l'on peut regretter quelques bavures en cette nuit d'octobre, le nombre élevé des morts s'explique par le fait que les Algériens profitèrent des circonstances pour se massacrer entre eux.

Nous sommes rarement les témoins ou les acteurs de faits historiques de telle sorte que le mouvement de l'histoire paraît se dérouler loin de la vie. De plus, l'Histoire donne une dimension exceptionnelle aux faits, et ils s'en trouvent encore distancés. Aujourd'hui, la télévision rend visible à tous ce qui demeurait hors de la vue de tous, mais il n'est pas besoin d'un grand effort de conscience pour s'apercevoir que trois tireurs derrière un mur, une explosion, un bombardier qui atterrit ou même quelques cadavres ne sont que des apparences de faits et des alibis de vision.

Ces apparences généreusement dispensées brouillent le chemin de l'information et par conséquent de la réalité en faisant commerce de l'actualité au lieu de la réfléchir. L'actualité n'est plus un temps collectif, le nôtre, c'est une tranche horaire prise entre deux séquences de publicité, dont elle doit valoriser la situation. L'étonnant, c'est l'appétit général pour cette tranche en dépit de sa fadeur. Mais un seul problème demeure: que savons-nous?

La question peut aussitôt se décliner de deux manières: que désirons-nous savoir? Et que pouvons-nous savoir?

Le travail de l'historien a certainement pour moteur ce «désir» mais comme il

s'agit en effet d'un travail, il s'en suit que le «désir» n'a de «pouvoir» qu'à condition de s'exercer avec patience et persévérance. Le simple citoyen ne dispose pas de ce temps-là, et à quoi bon savoir avec un recul qui rend les choses mortes? Le désir ordinaire de savoir s'accompagne d'un désir de participation, et souvent d'action. Il a pour moyens les supports courants de l'information et la connaissance de leur relativité. Le désir sera donc critique et il s'armera d'une volonté d'en savoir plus.

Cette volonté a peu de chances de rester froide à partir du moment où la recherche qu'elle soutient conduit à des contacts et à des découvertes qui malmènent la neutralité. Ainsi peut-on s'engager dans une cause sans esprit partisan, du seul fait que des valeurs collectives, relevant par exemple de l'Etat de droit du pays dans lequel vous vivez, sont violées par leurs garants. C'est naturellement la clarté du savoir qui, dans ce cas, provoque l'engagement. Et ledit engagement peut prendre plusieurs formes selon qu'il consistera à faire connaître la réalité de la situation ou bien qu'il ira jusqu'à la combattre.

La guerre d'Algérie durant tout son cours, de novembre 1954 au début de 1962, ne porta jamais officiellement le nom de «guerre». Il s'agissait d'opérations de maintien de l'ordre contre des bandes rebelles et terroristes. L'envoi du contingent, c'est-à-dire de dizaines de milliers de jeunes français appelés au service militaire, dénonçait en soi la dénomination officielle de la situation, mais elle créait une implication nationale, qui avait besoin d'être indiscutable pour rester juste – ou du moins en conserver généralement l'apparence. Pour cela, il fallait que la nature véritable du conflit demeurât secrète, tout comme celle des moyens employés – chose impossible dès lors que ce conflit durait et qu'il mobilisait tant de gens.

Les nouvelles de déportation, tortures, terre brûlée circulèrent par conséquent assez vite, et elles furent au fond confirmées par l'ardeur policière mise à poursuivre les journaux ou les groupes qui les transmettaient. Le mensonge officiel ne crée pas seulement de la mau-



vaïse foi: il casse en deux la société par le doute, la suspicion, l'agressivité. Dès lors, une guerre civile se développe dans les têtes et les cœurs, qui ne débouche pas forcément sur la violence physique mais qui crée de la violence morale parce qu'il y a beaucoup de gens de bonne foi dans le camp de la mauvaise foi, et que les media gouvernementaux ou idéologiquement apparentés à leur position font tout pour l'alimenter. Dans cette atmosphère, la vérité devient de la trahison, et le combat pour la vérité du terrorisme.

Tel est, à grands traits, le modèle mis en place, en France, par la répression officielle de toute information susceptible d'éclairer les cours d'une guerre, qui ne pouvait conduire qu'à piétiner ces fameux «Droits de l'homme» dont la France s'est fait une spécialité honorifique. La répression se flatte bien sûr de respecter les Droits de l'homme en poursuivant ceux qui l'accusent de couvrir leur mise à mal, et cette action répressive encourage les gens qui sont de bonne foi dans la mauvaise foi à persister dans un entêtement qui les conforte. Et comme ces gens-là sont la majorité, la vérité reste sans avenir, et par conséquent privée de son rôle de rénovation du lien social.

Elle reste sans cet avenir parce que le jour où le gouvernement est amené à la reconnaître en même temps qu'il traite avec la résistance algérienne et accorde l'indépendance, la vérité fait si brutalement irruption dans l'épaisseur de la nation qu'elle ne s'y répand pas. Pour qu'elle le fasse, il faudrait que le pouvoir consacre au débat l'équivalent de l'énergie qu'il donna à la répression. Au lieu de quoi, il s'empresse de faire voter une loi d'amnistie qui, sous prétexte de réconcilier tous les Français, ne fait que garantir l'impunité aux tortionnaires. La loi s'exprime comme s'il n'y avait aucune différence entre le dénonciateur des tortures, à l'époque condamné pour trahison, et le tortionnaire, à l'époque couvert par patriotisme. La société, grâce à cette indifférence, reste grosse de ses monstruosité. Si l'on avait alors nommé cette guerre pour ce qu'elle était, et jugé ceux qui avaient commis des crimes contre l'humanité, quitte à reconnaître que ces crimes

tenaient moins à leur caractère qu'à celui du conflit, on aurait libéré la collectivité de la tentation raciste qui rôde en elle. Et qui sert aujourd'hui le développement d'un parti qui a le front de se dire «national» (comme si «national» était un terme de solidarité alors qu'il est tout naturellement un terme d'exclusion).

La guerre d'Algérie demeure un événement de référence à travers des effets à long terme. Quand elle avait lieu, son déroulement s'éclairait assez facilement bien qu'il soit brouillé par le fait qu'un gouvernement de gauche, de plus élu pour faire la paix, avait institué l'atteinte aux Droits de l'homme en guise d'arme efficace. Mais peut-être, à cette occasion, a-t-on appris à lire la manière dont le geste socialiste se déporte automatiquement vers la droite tout en continuant de s'afficher à gauche – et ce serait une des raisons qui fait perdurer cette époque parce qu'elle est exemplaire aussi bien des comportements que de la guerre sociale.

L'autre raison est que l'Algérie n'en a pas encore fini avec la construction de son indépendance. Ni avec le choix désastreux, initié par François Mitterrand, de construire une Europe anglo-saxonne plutôt que méditerranéenne. Un vieil équilibre est rompu, qui facilite la colonisation économique de l'Afrique du Nord par les Etats-Unis, mais le plus grave, pour l'instant, est cette guerre qu'on ne peut même pas dire «civile», et qui n'a pas non plus la clarté de mettre aux prises franchement un parti «laïc» et un parti «religieux», bien que son apparence aille dans ce sens. Du temps de la guerre de libération, en dépit des collaborateurs désignés par le terme «harki», il y avait un face à face net entre deux ennemis, et la guerre était ainsi ce que traditionnellement elle doit être: un affrontement bien défini. A présent, la guerre entre Algériens ressemble à ce que les Français prétendaient qu'elle était de leur temps: une suite d'opérations de police contre des bandes d'extrémistes dangereux, qui pillent, violent, massacrent. La seule certitude est qu'il y a bien des massacres, et particulièrement horribles par le carnage et sa mise en scène, mais la répression



qu'ils «justifient» est une atteinte à tous les «droits» qu'elle prétend rétablir.

L'humanité voudrait, en chacun de nous, qu'il soit possible de prendre parti – comme on le pouvait devant les tortionnaires – dans la clarté de la certitude, mais le choix était alors également soutenu par la clarté de la cause si bien qu'il ne pouvait y avoir d'équivalence entre des exactions désespérées et des crimes systématiquement couverts par le Droit et l'autorité. Dans l'Algérie actuelle, rien de semblable pour la raison qu'on n'aperçoit que ténèbres et fureur entre la corruption évidente, qui tient le pouvoir et qui est responsable de la situation générale, et le fanatisme né de cette situation. Ce fanatisme est-il manipulé? Autrement dit ne se voile-t-il d'idéal et de pureté que pour s'emparer du pouvoir et de ses avantages? Tout est possible dans un monde où la misère et le chômage ajoutent une couche de noirceur à un noir déjà trop épais. Dans un monde aussi où le principal allié arabe des Américains finance le fanatisme cependant que ces mêmes Américains, fiers d'être la plus grande démocratie du monde, soutiennent les Talibans...

Comment choisir en tenant compte de contradictions qui troublent aussitôt le choix? Le vieil humanisme réclame, mais à peine lui cède-t-on que l'impuissance des sentiments apparaît. Que peuvent de plus la réflexion et la pensée quand elles se heurtent à l'impensable? Tout engagement politique ou social – à supposer qu'il faille les distinguer – a un motif qui relève au bout du compte d'une position morale. Ce mouvement est très précieux pour les professionnels de la politique parce qu'ils font comme si les raisons d'agir avec eux allaient de leur fait, dans son sens, alors que, et c'est ici que débute l'impensable, un professionnel de la politique n'invoque la morale que pour requalifier ses intérêts. Aussi, dès que le professionnel est aux affaires, et par conséquent contraint d'expliquer ses décisions, il développe un double langage afin de pouvoir dire le contraire de ce qu'il fait. De cette façon le militant est plus que trompé puisque sa pensée, qui trouve satisfaction dans le projet exposé, ne s'inquiétera pas de son

application. N'est-il pas impensable qu'un bon projet, strictement appliqué, donne lieu à une mauvaise action?

Pourtant, voilà ce qui arrive avec, par exemple, la loi des 35 heures. A en croire ses promoteurs socialistes, cette loi doit bénéficier à tous en augmentant le loisir des uns et en dégageant du travail pour les autres. En réalité, la loi est faite, à travers les accords d'entreprises qui gèrent son application, pour faire admettre une flexibilité dont les travailleurs ne voulaient pas. Mais, dira-t-on, le patron des patrons est contre. C'est en effet ce qu'il déclare, mais dans le jeu de quelle complicité d'intérêts? Autre exemple, tout différent, celui des accords d'Oslo. Qui ne s'en est réjoui, persuadé que la condition des Palestiniens s'en trouvait améliorée? D'où ma stupéfaction en constatant, sur le terrain, que leur principal résultat avait été de transformer chaque enclave palestinienne en un ghetto dont il était prudent de ne pas sortir sans une autorisation à peu près inaccessible.

Et pour en revenir à la guerre d'Algérie, est-il pensable que l'artisan courageux de la paix, le Général de Gaulle, figure militaire et morale, ait commis à cette occasion un acte d'un cynisme parfait? C'est pourtant ce qu'a fait le grand homme en ordonnant de désarmer les Harkis pour qu'ils soient, sans défense, livrés au massacre. Le massacre, bien sûr, ne figurerait pas dans les accords, seulement le désarmement. Il faut ajouter que si vingt à trente mille Harkis se sont réfugiés en France, c'est à l'initiative de leurs officiers honteux de leur abandon et de ses conséquences prévisibles. Il faut ajouter encore que l'Algérie des accords d'Evian, à l'intérieur de ses frontières, ne comptait plus beaucoup de cadres ni beaucoup de résistants. La principale force intérieure aurait donc été les Harkis s'ils avaient conservé leurs armes. Par contre, une armée algérienne intacte se trouvait en Tunisie, où la cantonnait l'efficacité de la ligne Morice, et cette armée était toute dévouée à Boumédienne, qui allait s'en servir bientôt pour prendre le pouvoir et installer solidement le parti unique et la corruption. Ces divers éléments: massacre, parti unique, corruption, pouvoir longtemps



absolu, sont les ingrédients fondateurs de la situation actuelle en Algérie. Comment se dosent-ils? Comment se sont-ils noircis l'un l'autre jusqu'à faire régner, sur ce pays où la majorité est très jeune, les ténèbres de leur vieille nuit? Peut-être est-ce la bonne question, mais sûrement trop incomplète...

Depuis que l'économie a envahi l'espace du politique une mutation est en cours qui change l'ordre des valeurs de telle sorte que l'intérêt, non seulement prime sur la morale mais devient, par le biais d'une substitution impensable dans les termes et les cadres où nous pensons encore, la nouvelle morale. C'est à peu près comme si le mal devenait le bien, et pourquoi pas? N'a-t-on pas déjà connu dans l'histoire des retournements aussi radicaux? Le problème est qu'on ne change pas si rapidement le sens du sens, mais la banalisation de l'injustice sociale est en train de faciliter ce changement.

Tout serait donc faux, tout ce que nous pensons à partir de critères révolus. Il y a deux ans, à Mexico, j'ai passé une soirée chez Juan Gelman. C'est l'un des plus importants poètes de langue espagnole. D'origine argentine, il vit en exil au Mexique. Son fils et sa belle-fille ont été assassinés par la Junte; leur enfant, né en prison, a disparu. Juan, qui anima la résistance, m'a dit ce soir-là que, tout bien pesé, il en était arrivé à la conviction que les trente mille morts, qui représentent le bilan de la répression, représentaient aussi la partie de la population – intellectuels, syndicalistes, responsables divers – capable de retarder le passage à une économie libérale...

En termes économiques, cette répression argentine particulièrement sanglante et marquée par le recours systématique à d'abominables tortures, fut donc un gain de temps et un bien. Faut-il utiliser cela comme modèle et s'en servir pour interpréter d'autres situations? La réussite économique n'a ni remords, ni pitié: elle dévaste les valeurs anciennes et les vies présentes au nom d'une efficacité qui excuse tous les dégâts puisqu'elle prépare un avenir aussi radieux pour tous que devait l'être celui des démocraties populaires. La complexité des conflits et

des contradictions actuelles a devant elle cette simplification souveraine. La guerre ne fut-elle pas finalement un bien? La mort ne renouvelle-t-elle pas les consommateurs? Allons, le vieux monde est déjà derrière nous et la monnaie unique à portée de main qui permettra d'augmenter les prix et d'abaisser les salaires pour le plus grand bien de l'économie...

Abstract

The «War» in Algeria

In analyzing retroactively the «war» in Algeria, this article attempts to transcend the apparent reality of «the facts», but also of alibis of vision and of media marketing, in order to (un)ground the question of political position in relation to moral commitment, a commitment which is the only guarantee of a renewed and reformulated social contract in Algeria. What can be said of the collective values underpinning the legal system when those values are violated by the State itself, when the true nature of the conflict and the means used to address it are kept secret? What can be said of truth when truth becomes synonymous with treason, when the struggle for truth is labelled as terrorism, when truth has no future? War, all wars, are an insult to our integrity, to the humanity of each and every one of us; they imprison us within the unthinkable, we become their hostages.

Auteur

Bernard Noël, poète, écrivain, essayiste. A publié chez Gallimard et chez P.O.L.: *Château de Cène* (1969), *La Chute des temps* (1993), *Le Syndrome de Gramsci* (1994), *Le Roman d'Adam et Eve* (1996), *La Castration mentale* (1997), *La Langue d'Anna* (1998).